

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 11 AVRIL 2007

WOENSDAG 11 APRIL 2007

Soir

Avond

La discussion des questions et des interpellations est ouverte à 18 h 38 sous la présidence de M. Luk Van Biesen.

Le **président** : L'interpellation n° 1027 de M. Bogaert et les questions n°s 14779 de M. Verhaegen et 14976 de Mme Muylle sont reportées à la semaine prochaine.

01 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les recettes de caisse et les recettes sur une base transactionnelle relatives aux exercices d'imposition 2005 et 2006 dans le cadre de l'impôt des personnes physiques" (n° 14797)**

01.01 **Carl Devlies** (CD&V) : J'ai converti cette question écrite en question orale parce que je n'ai pas reçu de réponse dans le délai prévu par le Règlement de la Chambre.

Je souhaiterais obtenir communication des montants suivants : les recettes sur une base transactionnelle et les recettes de caisse de l'impôt des personnes physiques en 2005 pour l'exercice d'imposition 2005, en 2006 pour l'exercice d'imposition 2005, en 2006 pour l'exercice d'imposition 2006 et en 2007 pour l'exercice d'imposition 2006. Le ministre pourrait-il également ventiler ces montants selon qu'il s'agit d'enrôlements négatifs, neutres et positifs ?

01.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : L'administration utilise deux points de référence pour procéder au calcul de l'enrôlement global d'un exercice d'imposition en particulier. Il s'agit, d'une part, de la situation au 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition et, d'autre part, de la situation au 31 décembre deux ans après. Cette période couvre le délai d'imposition normal de trois ans précisé dans le CIR.

L'impôt global est réparti en trois catégories : les paiements anticipés versés, le précompte professionnel et les enrôlements positifs et négatifs. Je communiquerai par écrit à M. Devlies les chiffres relatifs à l'exercice d'imposition 2005, calculés au 30 juin 2006. Nous ne disposons pas de données représentatives pour les exercices d'imposition 2006 et 2007.

L'administration ne conserve pas de données distinctes concernant les recettes de caisse par exercice d'imposition. Seules les recettes totales par année civile doivent être inscrites dans le budget. Il s'agit de recettes de caisse se rapportant à différents exercices d'imposition sans distinction. Pour les estimations, des taux de recouvrement globaux sont utilisés. Cette méthode aboutit à des résultats satisfaisants. Par contre, je peux vous faire part des recettes des taxes recouvrées par voie de rôle par exercice budgétaire, sans distinction par exercice d'imposition. Je fournirai les chiffres de 2005, de 2006 et de 2007 au secrétariat de la commission.

01.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Il est tout de même regrettable que l'enrôlement global ne porte que sur un exercice d'imposition en particulier et qu'il ne puisse pas être ventilé.

01.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Je m'efforcerai de mieux faire au cours de la prochaine législature...

L'incident est clos.

02 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les effectifs et les activités de contrôle dans le secteur de la TVA" (n° 14799)

02.01 Carl Devlies (CD&V) : Étant donné la pénurie de personnel au sein de l'administration de la TVA, des *pools* d'agents de contrôle ont été constitués, ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions sur les contrôles.

Comment ont évolué les effectifs au sein des services de la TVA des différentes directions au cours des années 2003 à 2006 ? Comment a évolué le nombre de fonctionnaires de contrôle issus de l'administration de la TVA au cours de la même période au sein des centres de contrôle polyvalents ? Le ministre peut-il donner un aperçu du nombre de vérifications de TVA approfondies, par année et par direction ?

02.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Je transmets à M. Devlies deux tableaux avec les chiffres demandés.

Une vérification approfondie est définie comme un contrôle polyvalent d'une entreprise en matière d'impôts directs et de TVA. Ces contrôles ne peuvent en principe être effectués que par des centres de contrôle, mais depuis 2004, ils sont également confiés aux services de contrôle classiques dans le cadre du projet de *data mining*.

Une répartition des chiffres par direction régionale sera transmise à M. Devlies avant la fin de la législature si possible. Si ce n'est pas le cas, je lui transmettrai une réponse détaillée sous la prochaine législature.

02.03 Carl Devlies (CD&V) : À présent que la législature touche à sa fin, le ministre se décide à fournir des efforts particuliers...

L'incident est clos.

03 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les activités de contrôle des différentes directions régionales dans le secteur des contributions directes" (n° 14800)

03.01 Carl Devlies (CD&V) : À combien de vérifications approfondies a-t-on procédé dans les différentes directions régionales, pour les différentes catégories professionnelles des indépendants, des commerçants, des professions libérales et des agriculteurs, pour les dirigeants d'entreprise et les travailleurs salariés, et ce, pour les exercices d'imposition 2003, 2004 et 2005 ? Quelle part du nombre total de déclarations à traiter par les directions régionales représentent-elles ?

Je réitère la question pour l'exercice d'imposition 2006. Combien de dossiers ont entre-temps été clôturés ?

À combien de contrôles de gestion a-t-on procédé dans les différentes directions régionales, pour les différentes catégories professionnelles, et ce, pour les exercices d'imposition 2003, 2004 et 2005 ? Pourriez-vous également spécifier le pourcentage par rapport à l'ensemble des déclarations à traiter ?

Je réitère les questions pour l'exercice d'imposition 2006. Combien de dossiers ont entre-temps été clôturés ?

03.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Une vérification approfondie est définie comme un contrôle polyvalent d'une entreprise en matière d'impôts directs et de TVA et de certains travailleurs salariés et dirigeants d'entreprise qui requièrent une attention particulière. De tels contrôles ne sont en principe effectués que par les centres de contrôle. Dans le cadre du projet de *data mining* démarré en 2004, un certain nombre de dossiers sont toutefois attribués aux services classiques des contributions directes et de la TVA.

Une ventilation des chiffres par direction régionale est disponible. Je dispose d'un certain nombre de tableaux de données pour M. Devlies et pour le secrétariat.

Le **président** : Le ministre fait preuve d'un grand zèle.

03.03 Carl Devlies (CD&V) : Il est évidemment important qu'il réponde correctement à ces questions en ce moment.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les délais pour la fixation du revenu cadastral à Bruxelles" (n° 14804)

- **M. Carl Devlies** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le retard de l'administration fiscale dans la fixation et la communication du revenu cadastral" (n° 14816)

04.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Lors d'une première location d'un bâtiment, le revenu cadastral est toujours calculé et communiqué a posteriori. Le problème se pose avec une acuité toute particulière à Bruxelles où 37 mois sont nécessaires pour déterminer le revenu cadastral. En Wallonie, il faut en moyenne 23 mois et en Flandre seulement 6.

Les problèmes rencontrés à Bruxelles - et qui engendrent un manque à gagner de plusieurs millions d'euros pour les pouvoirs publics - s'expliquent notamment par la grave pénurie de personnel au sein de l'administration du cadastre. Les dossiers sont par ailleurs de plus en plus complexes et la méthode de calcul est dépassée. Un nombre croissant d'entreprises ne paient même plus de revenu cadastral durant une ou plusieurs années, en raison de la prescription de l'enrôlement.

Un propriétaire dispose d'un délai de deux mois pour contester le revenu cadastral mais l'administration n'est tenue à aucun délai pour répondre. Le délai moyen est de deux ans. Le propriétaire est toutefois tenu en toutes circonstances de payer le revenu cadastral, même en cas de contestation. S'il obtient finalement gain de cause, les pouvoirs publics sont astreints au paiement d'un intérêt légal de 7%.

Quelles mesures ont été prises par le ministre en 2006 pour améliorer la situation à Bruxelles ? Pour combien de dossiers y a-t-il eu prescription en 2006 ? Pour combien de dossiers cela risque-t-il d'être le cas cette année ? Le ministre n'estime-t-il pas qu'un délai fixe - de six mois par exemple - offrirait davantage de sécurité juridique à l'administration et aux propriétaires ? Pourquoi ne procède-t-on pas à une péréquation décennale, comme cela avait pourtant été convenu ? Le ministre estime-t-il que le délai de réclamation de deux mois est réaliste ? Des initiatives législatives vont-elles être prises ?

04.02 Carl Devlies (CD&V) : Est-il exact que les enrôlements des RC sont souvent prescrits ? Le problème est-il connu du ministre depuis longtemps ? De quels montants les pouvoirs publics ont-ils été privés jusqu'ici ?

04.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Le bref délai dont j'ai disposé ne m'a pas permis de calculer le montant des recettes foncières dont la perception a posé problème. Il s'agit au demeurant d'une matière régionalisée. Si vous le souhaitez, je ferai examiner la question.

Les délais requis en Région de Bruxelles-Capitale pour établir le RC et traiter des dossiers litigieux s'expliquent par l'augmentation exponentielle du nombre de projets de construction prestigieux et complexes. D'autres administrations aussi sont confrontées à cette situation, qui est spécifique à une grande ville. Une cellule spéciale a été créée pour les besoins des communes bruxelloises dans le but de remédier à cet état de choses. Quatre experts expérimentés et trois experts en formation sont chargés à titre exclusif d'établir les RC de bâtiments industriels et à caractère exceptionnel. Les méthodes d'estimation ont été modernisées. Les directeurs régionaux du cadastre doivent désigner un certain nombre de fonctionnaires chargés de traiter prioritairement les réclamations.

Les initiatives requièrent une concertation avec les régions. Il s'agit d'une matière complexe dans laquelle il faut tenir compte de l'égalité de tous les contribuables.

04.04 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Cette affaire revêt un grand caractère d'urgence. Si la cellule

spéciale permet de résoudre le problème en partie, elle n'est peut-être pas en mesure de le faire rapidement. Je vous invite à plus de diligence, car l'État est lésé. Plus les pouvoirs publics vendront des bâtiments, plus le nombre de complexes risque d'augmenter.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "une intervention de l'État fédéral dans les frais de chauffage des maisons de repos" (n° 14768)

05.01 Camille Dieu (PS) : En 2006, l'État fédéral a décidé d'intervenir dans les frais de chauffage des particuliers du 1^{er} juin au 31 décembre 2005. Une intervention analogue était prévue au niveau des structures collectives.

Aucune décision n'a été prise à ce jour pour les structures collectives, ce qui engendre une différence de traitement entre le secteur non marchand public et le privé.

Ne pensez-vous pas que l'État fédéral devrait octroyer un taux réduit de TVA aux structures collectives comme il l'a fait pour les particuliers?

05.02 Didier Reynders, ministre (en français) : La loi du 9 janvier 2007 octroie une allocation de chauffage au bénéfice de la personne occupant une habitation privée (en vertu d'un droit réel immobilier ou d'un droit personnel) et qui acquitte lui-même le prix de la fourniture d'énergie.

Les personnes qui ne bénéficient d'un logement que dans le cadre d'une convention comportant un ensemble de prestations de services ne peuvent prétendre aux avantages de ladite loi.

Cependant une loi spéciale et une loi ordinaire du 30 mars 2006 (publiées au *Moniteur belge* du lendemain) concrétisent le financement supplémentaire et exceptionnel de l'État fédéral, au profit des Régions et Communautés, afin de réduire les frais de chauffage des structures collectives. Le tout représente un montant de dix millions d'euros qui a été réparti sur la base du calcul du surcoût auquel étaient confrontées les institutions qui dépendent de ces entités fédérées.

Les entités fédérées disposaient ensuite d'une pleine autonomie de dépense.

Je vous renvoie donc vers l'institution régionale qui devait intégrer dans le calcul de cette allocation exceptionnelle le complément lié aux maisons de repos.

05.03 Camille Dieu (PS) : Je transmettrai votre réponse à mes collègues du Parlement wallon qui ont interpellé la ministre wallonne de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, laquelle s'est déclarée incompétente.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n^{os} 14819 de M. Van Biesen et 14883 de Mme Pieters sont transformées en questions écrites et les questions n^{os} 14842 de M. Wathelet et 14874 de Mme De Block sont reportées.

05.04 Carl Devlies (CD&V) : Je propose de reporter mon interpellation n° 1070 à la semaine prochaine.

Le **président** : Il en sera ainsi.

06 Interpellation de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'organisation, au niveau international, de mécanismes d'évasion fiscale basés sur des décisions anticipées" (n° 1071)

06.01 Carl Devlies (CD&V) : Selon les auteurs de la proposition de résolution relative aux paradis fiscaux, la Belgique a adopté un certain nombre de mesures proposées par l'OCDE afin de préserver son assiette d'imposition d'une concurrence dommageable. La loi du 21 juin 2004 présentait ainsi l'avantage d'introduire

un article 185 § 2 dans le Code des impôts sur les revenus, article introduisant le principe ALP (*at arm's length principle*) dans le droit fiscal belge.

J'ai aujourd'hui le sentiment que les auteurs de la résolution se réjouissent surtout du premier alinéa de l'article 185 § 2 en négligeant la portée du deuxième alinéa. Le paragraphe 2 permet à la fois un ajustement à la hausse (premier alinéa, a) comme à la baisse (premier alinéa, b) du bénéfice de la société belge qui fait partie d'un groupe multinational. Ces ajustements du bénéfice doivent résulter de transferts de bénéfices au sein de multinationales, opérés en vertu de conditions convenues entre la société belge et la société de groupe étrangère ou imposées par celle-ci et qui dérogent aux conditions qui auraient été convenues entre des sociétés indépendantes.

Jusqu'à présent, le fisc belge invoquait l'article 26 CIR en cas d'octroi d'avantages anormaux par des sociétés résidentes à leurs sociétés de groupe étrangères. Par ailleurs, en vertu des articles 54, 198, 11 et 344 § 2 CIR, le fisc peut également empêcher des transferts de bénéfices de sociétés résidentes vers des sociétés de groupe étrangères.

Le Traité d'arbitrage européen du 23 juillet 1990, qui traite des corrections de bénéfices d'entreprises associées établies dans les États membres européens, garantit la suppression de la double imposition économique dans un cadre temporel strict.

L'article 9 du *Model Tax Treaty* de l'OCDE permet quant à lui à un État signataire, sous certaines conditions, d'adapter les bénéfices d'une entreprise établie sur son territoire. Jusqu'à présent, seul le premier paragraphe de l'article 9 figure dans les conventions de prévention de la double imposition conclues par la Belgique. S'il s'avère qu'une entreprise belge a transféré des bénéfices vers une entreprise associée établie dans un autre État signataire sans appliquer l'ALP, la Belgique peut appliquer une correction de bénéfice à la hausse sur la base du droit interne. Le deuxième paragraphe de l'article 9, qui prévoit des corrections à la baisse, n'a été pris en compte que dans un nombre restreint de conventions de prévention de la double imposition.

Étant donné que les traités internationaux priment le droit interne, les dispositions de ces traités peuvent être appliquées directement, en ce qui concerne l'article 185, § 2, du CIR et il peut donc être procédé à des corrections de bénéfices. Lorsqu'un autre pays applique un ajustement des bénéfices à la hausse, la Belgique devrait procéder à un ajustement à la baisse et inversement, ce qui permet d'éviter la double imposition. L'ajustement des bénéfices à la baisse constitue cependant toujours une réaction à un ajustement inverse dans un autre pays : aucun pays ne voit en effet d'un bon oeil la disparition de bénéfices imposables à l'étranger. C'est pourquoi la Belgique n'a transposé par le passé que le premier paragraphe du modèle OCDE dans ses conventions de prévention de la double imposition.

L'instauration de corrections de bénéfices par décision anticipée constitue la grande nouveauté. Il est incompréhensible que l'application de l'ALP lors de la fixation des bénéfices d'une entreprise résidente au moyen de corrections de bénéfices à la hausse, soit rendue dépendante d'une demande volontaire de décision anticipée. Peu de contribuables introduiront une demande de décision anticipée auprès de la commission de ruling pour « pouvoir » payer davantage d'impôts ! D'autre part, je constate effectivement que la commission de ruling fait usage du deuxième paragraphe de l'article 185. Tout comme des experts renommés, je préconise la centralisation des ajustements de bénéfices à la baisse auprès d'un seul service. Je constate toutefois que la commission de ruling n'est pas la seule à s'occuper des prix de transfert au sein du SPF Finances mais qu'il existe également un groupe de travail transversal Prix de transfert et une cellule de contrôle Prix de transfert au sein de l'AFER.

Pour clarifier l'article 185, §2, il a été précisé que l'ajustement des bénéfices à la baisse s'effectue par décision anticipée. Cette disposition permet à des sociétés belges faisant partie d'une multinationale d'obtenir des garanties par une décision anticipée concernant un ajustement des bénéfices à la baisse avant que l'opération en question ne produise ses effets sur le plan fiscal.

L'ajustement des bénéfices à la baisse précède donc l'ajustement à la hausse. De plus, il n'est même pas

certain qu'il y aura un ajustement des bénéfices à la hausse auprès de la société de groupe étrangère. Le système ne se limite en effet pas aux pays avec lesquels la Belgique a conclu une convention tendant à éviter la double imposition ou aux Etats membres de l'UE.

Dans le cadre de nos questions relatives à la convention tendant à éviter la double imposition conclue avec Macau, M. Van der Maelen avait déclaré qu'il était nécessaire de procéder à un échange d'informations aussi correct que possible. Je dois toutefois constater qu'une société résidente pourrait, par décision anticipée, obtenir un ajustement des bénéfices à la baisse, sans que la Belgique ne dispose d'informations sur un ajustement à la hausse à l'étranger. Ce système est d'ailleurs également parfaitement applicable lorsqu'un paradis fiscal est concerné.

De nombreuses multinationales recourent aux entreprises "offshore" pour éluder l'impôt. Je vous donne un exemple pour mieux faire comprendre la situation. Une société belge, qui fait partie d'une multinationale, obtient le droit d'utiliser gratuitement un brevet en Belgique, alors qu'en vertu du principe ALP elle devrait payer une indemnité à cet effet. La société belge générera alors des frais déductibles, entraînant une baisse du bénéfice imposable en Belgique. Ces frais n'existent cependant pas tant que l'administration étrangère ne procède pas à une correction à la hausse et que les conventions obligent la Belgique à opérer une correction à la baisse.

Or, la société résidente aura à présent la certitude, par décision anticipée, de pouvoir déduire les frais en question du bénéfice belge. Etant donné que la société de groupe ne doit pas être établie dans un pays soumis à l'obligation d'échange d'informations, la loi du 21 juin 2004 offre aux multinationales la possibilité d'éluder l'impôt. La commission de ruling fait-elle dépendre sa décision du fait que le fisc étranger procédera à un ajustement à la hausse des bénéfices ou qu'il est possible de le savoir ?

Président : M. Luc Gustin.

Un fonctionnaire taxateur peut-il ou non appliquer l'article 185 §2, premier alinéa, a CIR ou doit-il toujours faire appel à l'article 26 du même code pour les révisions de bénéfices à la hausse ?

Quelle est l'utilité de l'article 185 §2, premier alinéa, a, CIR si l'adaptation des bénéfices à la hausse est rendue dépendante de la demande par la multinationale étrangère ?

Combien de décisions anticipées de correction des bénéfices à la hausse ont été déclarées recevables en 2004, 2005 et 2006 ? Quel en a été le nombre pour les rectifications à la baisse ?

Comment peut-on, dans le cas d'une décision anticipée, accorder un ajustement des bénéfices à la baisse à une société étrangère sans que le fisc belge ait la certitude que l'administration fiscale étrangère appliquera une correction à la hausse ?

L'échange d'informations n'est-il pas essentiel pour vérifier si à une révision à la baisse correspond aussi une révision à la hausse ?

L'article 185 § 2 est-il destiné à créer des aubaines fiscales en Belgique ?

Pourquoi a-t-on estimé, lors de l'application de l'ALP, devoir accorder des rectifications de bénéfices à la commission de ruling qui ne fait en effet pas partie de l'administration fiscale ?

Président : M. Luk Van Biesen.

06.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : L'adjonction d'un deuxième paragraphe à l'article 185 du CIR 92 tend à transposer en droit belge un principe d'imposition accepté à l'échelle internationale.

Lorsqu'en conséquence de l'application d'un prix non imputé correctement par une société ou une organisation établie en Belgique, un avantage a été accordé à une société étrangère liée, celui-ci est adjoint à la base imposable de l'entité qui a accordé l'avantage par la comptabilisation de celui-ci au titre des dépenses non admises. Cette pratique existait déjà auparavant. En vertu de ce principe, les services de taxation peuvent procéder à une correction à la hausse.

L'application de l'article 185, § 2a n'a fait l'objet d'aucune décision préalable. Sept décisions ont été prises et cinq sont en préparation en ce qui concerne l'application du § 2b.

Ce § 2b vise la situation dans laquelle une décision préalable est prise à propos d'une méthode visant à parvenir à un bénéfice *at arm's length*, compte tenu des fonctions qui seront exercées, des risques qui seront supportés et des actifs qui seront affectés à des activités qui n'ont pas encore eu d'incidence fiscale en Belgique. Le bénéfice démontré en Belgique par le biais des rapports financiers belges du groupe multinational et qui excède le bénéfice *at arm's length* ne doit pas être inclus dans le bénéfice fiscal belge.

Il n'appartient pas au fisc belge de déterminer à quelles sociétés étrangères le bénéfice supplémentaire doit être attribué. Il n'est dès lors pas possible d'échanger des informations avec des administrations fiscales étrangères. Lorsqu'une décision préalable est sollicitée, les demandeurs sont toujours invités à fournir la documentation requise. À cet égard, il doit suffire de démontrer quelle est l'indemnité *at arm's length* à laquelle peut prétendre le contribuable belge pour exempter le bénéfice supplémentaire des impôts belges. Pour le fisc belge, il n'est guère utile d'établir le bénéfice étranger correct. Le même résultat peut être atteint par une imputation démontrant le bénéfice exact en Belgique.

La possibilité de procéder au contrôle transfrontalier du principe d'imposition a été mentionnée dans l'exposé des motifs du projet de loi du 21 juin 2004. Le SPF Finances peut recueillir auprès des sociétés ou des groupes concernés les renseignements utiles pour vérifier si le principe d'imposition a été correctement appliqué. Les raisons pour lesquelles le Service des décisions anticipées en matière fiscale a été mis sur pied ont été évoquées lors de l'examen de la loi et figurent dans les considérants de l'arrêté royal du 13 août 2004 portant création du Service.

06.03 Carl Devlies (CD&V) : Concernant l'ajustement à la hausse, le ministre confirme que l'ancienne pratique est poursuivie sur la base de l'article 26 du CIR. Il ajoute que le taxateur peut invoquer l'article 185, mais c'est son interprétation personnelle de la loi. Celle-ci dispose explicitement qu'il revient au Service des décisions anticipées de procéder à cet ajustement.

Concernant la correction des bénéfices à la baisse, le ministre a précisé la procédure suivie mais il serait positif que le Parlement puisse suivre de plus près les activités de la commission de ruling. En effet, le rapport annuel est trop sommaire pour le permettre.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Carl Devlies

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Finances,

demande au ministre

dans le rapport annuel 2006 relatif à l'application de l'article 185, §2, du CIR 92, d'informer de manière détaillée la Chambre sur

a) le nombre (avec mention des numéros) de décisions anticipées prises en 2004, 2005 et 2006 en application de l'article 185, §2, premier alinéa a du CIR 92, avec mention du pays où est établie la société de groupe multinationale étrangère; si une convention (préventive de la double imposition) prévoyant un échange d'informations a été conclue avec ce pays et si la révision à la hausse des bénéfices auprès de la société résidente par le biais de la décision anticipée est la conséquence ou précède et/ou est (in)dépendante de la révision à la baisse des bénéfices auprès de la société ou de l'implantation de groupe multinationale établie à l'étranger;

b) le nombre (avec mention des numéros) de décisions anticipées prises en 2004, 2005 et 2006 en application de l'article 185, §2, premier alinéa b du CIR 92, avec mention du pays où est établie la société de

groupe multinationale étrangère; si une convention (préventive de la double imposition) prévoyant un échange d'informations a été conclue avec ce pays et si la révision à la baisse des bénéfices auprès de la société résidente par le biais de la décision anticipée est la conséquence ou précède et/ou est (in)dépendante de la révision à la hausse des bénéfices auprès de la société ou de l'implantation de groupe multinationale sise à l'étranger."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Christine Marghem et par MM. Luc Gustin et Luk Van Biesen.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

07 Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application de l'article 171 du CIR 1992" (n° 14901)

07.01 Luk Van Biesen (VLD) : On ne sait pas encore avec certitude comment l'administration interprétera certains articles de la loi pour le calcul des impôts. A mon sens, la première phrase de l'article 171 CIR92 ne se prête pas à une interprétation claire dans le cas d'une imposition commune. L'ensemble des revenus imposables doit-il être établi pour chaque contribuable ou la notion en question s'applique-t-elle à l'ensemble des revenus du ménage?

07.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Lors de l'établissement d'une cotisation commune dans le cas où les deux conjoints ou partenaires ont bénéficié de revenus visés à l'article 171, il est procédé, par conjoint ou partenaire, au calcul de la globalisation totale comme partielle et il est fait application, en définitive, de la combinaison la plus avantageuse pour les deux conjoints ou partenaires. Il faut donc juger des revenus imposables par conjoint ou partenaire cohabitant légal et non pas par ménage. Le mode de calcul applique le décumul intégral des revenus des conjoints et cela depuis l'année d'imposition 2005.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n°s 14903 et 14920 de M. Bart Tommelein sont retirées. Les questions n°s 14909 et 14917 de M. Dirk Van der Maelen sont transformées en question écrite. La question n° 14918 de M. Melchior Wathelet est reportée.

08 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'instauration éventuelle d'une mesure transitoire en faveur des entreprises dans la zone frontalière avec la France" (n° 14953)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Selon le protocole d'accord relatif au travail frontalier entre la Belgique et la France, les travailleurs frontaliers résidant en Belgique seront imposés en France à partir du 1^{er} janvier 2007. Les travailleurs frontaliers qui résident en France et travaillent en Belgique seront imposés en France pendant encore 25 ans s'ils ne travaillent pas en dehors de la zone frontalière à raison de plus de 30 jours par an.

Les entreprises belges implantées dans la région frontalières vont avoir du mal à recruter de la main-d'oeuvre. Le secteur industriel réclame pour les entreprises une mesure transitoire à l'image de celle qui est instaurée pour les travailleurs ainsi que des garanties pour une période de dix ans concernant le contingent de travailleurs en provenance du nord de la France parce qu'elles travaillent pour la plupart sur la base d'un délai d'investissement de dix ans. Tout travailleur provenant du nord de la France devrait donc pouvoir être remplacé par un autre sous le régime favorable. L'industrie demande de lier la période transitoire de 25 ans aux personnes et non aux contrats.

Où en sont les négociations ? Quand le protocole sera-t-il signé ? Sera-t-il encore soumis aux parlements avant la dissolution des chambres ? Que pense le ministre des revendications de l'industrie ?

08.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Le protocole d'accord ne définit qu'un certain nombre de principes en vue du futur régime applicable au travail frontalier. Ces principes devront bien évidemment faire l'objet d'un avenant à la convention du 10 mars 1964 entre la Belgique et la France.

Le nouvel avenant sera élaboré dans les semaines à venir et lorsqu'il sera signé, il sera soumis aux Parlements belge et français. Il entrera en vigueur après l'échange des actes de ratification.

La proposition qui vise à fixer un contingent de travailleurs frontaliers pour dix ans est attrayante mais deux problèmes se posent : la détermination du nombre exact de personnes qui obtiennent le statut à un moment donné et la fixation des critères de répartition de ce contingent entre les entreprises.

La période transitoire est instaurée pour permettre aux personnes dont la situation est modifiée de s'adapter à la nouvelle situation. Les mesures transitoires visées sont donc liées aux personnes elles-mêmes. Une période transitoire de 25 ans a dès lors été instaurée et un délai supplémentaire de deux ans a été prévu pour permettre aux entreprises d'engager des travailleurs frontaliers supplémentaires.

J'ai demandé à mon administration de poursuivre l'évaluation de la proposition de Mme Lahaye.

08.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La proposition ne sera donc plus adoptée sous cette législature. Je suis rassurée par le fait que le ministre considère avec bienveillance la proposition qui vise à prévoir une période transitoire supplémentaire de dix ans et je suis convaincue que les problèmes y afférents peuvent être résolus.

L'incident est clos.

09 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les crédits non ordonnancés au 31 décembre 2006" (n° 14929)

09.01 Carl Devlies (CD&V) : Il s'agit également d'une question écrite à laquelle je n'ai pas encore obtenu de réponse.

Quel était le montant des factures entrantes pour lesquelles aucun ordonnancement n'avait encore été effectué au 31 décembre 2006 ? De combien de factures s'agit-il ? À quelle date ont-elles été établies ? Le cas échéant, pourquoi n'a-t-on procédé à aucun ordonnancement ? Est-ce en raison du principe de l'ancre ou les crédits d'ordonnancement inscrits au budget 2006 étaient-ils insuffisants ? Quelle en était la cause ?

09.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Il s'agissait de 55 factures pour un montant total de 17,5 millions d'euros. En janvier 2007, toutes les factures avaient été réglées.

Le délai légal de paiement pour une commande du SPF Finances est de cinquante jours. À l'exception des entreprises publiques, le montant des factures non acquittées dans les cinquante jours s'élevait au 31 décembre 2006 à moins de 4 millions d'euros, soit 0,25 % du budget du SPF Finances.

Le retard moyen s'élevait à 24 jours et est dû à une série de contrôles approfondis inévitables. Par ailleurs, il est également important de rester dans les limites de l'enveloppe budgétaire fixée.

09.03 Carl Devlies (CD&V) : Ma question concerne l'ordonnancement et non le paiement. À un moment donné au mois de décembre 2006, des ordonnancements devaient encore être effectués pour un montant de 51 millions d'euros. A-t-on dès lors encore procédé à des ordonnancements après le 15 décembre ?

09.04 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : En principe, oui.

09.05 Carl Devlies (CD&V) : La trésorerie a-t-elle donc encore traité les dossiers ?

09.06 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Une réponse complémentaire vous sera fournie à ce sujet.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14936 de Mme Gerkens est reportée à la semaine prochaine.

10 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le dépôt du listing TVA" (n° 14940)

10.01 Carl Devlies (CD&V) : Ma question porte sur les retards dans l'expédition des listes des clients assujettis à la TVA (les listings TVA). Or, j'ai appris que le délai a été prolongé entre-temps, ce qui devrait résoudre le problème.

10.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Cette décision a été rendue publique par communiqué de presse et est publiée depuis le 26 mars 2007 sur le site web du SPF Finances.

10.03 Carl Devlies (CD&V) : J'avais déposé ma question avant cette date.

L'incident est clos.

11 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'envoi d'avertissements-extraits de rôle avant l'enrôlement" (n° 14941)

11.01 Carl Devlies (CD&V) : Il ressort d'exemples concrets que la date mentionnée sur un avertissement-extrait de rôle ne correspond pas à la date réelle de l'envoi. Ne s'indiquerait-il pas d'apposer sur les envois RD un cachet comportant la date ? Le ministre peut-il également me dire quelle est la validité d'un avertissement-extrait de rôle envoyé à un contribuable sans que des enrôlements aient été opérés ?

11.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Selon les données dont je dispose, les avertissements-extraits de rôle relatifs à l'impôt des personnes physiques faisant partie de l'envoi du 26 mars 2007 ont effectivement été envoyés ce jour-là. Si M. Devlies peut me communiquer un numéro d'article d'un avertissement-extrait de rôle envoyé précocement, je chargerai l'administration de mener une enquête approfondie à ce sujet.

11.03 Carl Devlies (CD&V) : Je demanderai au contribuable en question si je peux vous communiquer le numéro d'article.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14976 de Mme Muylle est reportée, et les questions n°s 14977 de M. Deseyn et 14981 de M. Van der Maelen sont converties en questions écrites.

12 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la vente du Collège de Luxembourg à Louvain" (n° 14990)

12.01 Carl Devlies (CD&V) : La Régie des Bâtiments aurait l'intention de vendre le Collège de Luxembourg à Louvain. Une école primaire adjacente utilise une partie du terrain comme cour de récréation et ne dispose pas d'une solution de rechange dans les environs immédiats. Lors de l'expropriation en 2003, l'école a plus ou moins obtenu la garantie qu'elle pourrait réutiliser le terrain plus tard et éventuellement l'acheter. La Régie est-elle toujours disposée à organiser une vente en deux lots ?

12.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Le fait que le Collège de Luxembourg figure sur la liste des bâtiments à vendre éventuellement ne signifie pas pour autant qu'il sera effectivement vendu. Des experts doivent encore opérer une sélection. En outre, il n'est pas encore décidé si le terrain adjacent sera vendu simultanément.

La Régie des Bâtiments a toujours eu l'intention de rénover le collège et cette possibilité subsiste. Une bande du terrain adjacent doit toutefois rester disponible pour l'exécution des travaux de rénovation. L'école adjacente souhaite vivement acheter le terrain, mais la Régie veut s'assurer que la bande précitée reste effectivement disponible. Si tel est le cas, l'école peut continuer à utiliser la partie du terrain qui n'est pas nécessaire pour ces travaux. Après la finalisation des travaux, la Régie pourra faire le nécessaire pour

l'aliénation du terrain. Dans ce cadre, elle pourra éventuellement diviser le terrain en deux lots, mais aucune décision n'est encore prise à cet effet.

L'incident est clos.

13 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les enrôlements du mois de mars 2007" (n° 14991)

13.01 Carl Devlies (CD&V) : Combien d'impositions pour l'impôt des personnes physiques 2006 ont-elles été établies au cours du mois de mars 2007 ? Combien d'impositions donnaient-elles lieu à un remboursement d'impôts, d'une part, et à une imposition supplémentaire par l'État, d'autre part ? Quels étaient les montants respectifs et à combien s'élevait le résultat final ? Le ministre pourrait-il me communiquer les mêmes données pour l'impôt des sociétés du premier trimestre de 2007 ?

13.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : En mars 2007, 1.265.955 impositions 2006 ont été établies pour l'impôt des personnes physiques. Il y a eu 318.936 impositions supplémentaires, pour un montant total de 366.771.161 euros. Il y a eu 646.957 impositions donnant lieu à un remboursement ; le montant à rembourser s'élevait à - 814.347.041 euros. Il y a donc eu 300.062 impositions avec un solde nul. Le résultat final s'élevait à -447.575.920 euros.

En ce qui concerne l'impôt des sociétés 2006, 13.677 impositions ont été établies au 19 mars 2007 pour un montant total de 49.939.282 euros. Les impositions supplémentaires s'élèvent à 103.147.458 euros et les impositions donnant lieu à un remboursement représentent un montant de - 53.208.176 euros.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 19 h 55.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 18.38 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Luk Van Biesen.

De **voorzitter**: Interpellatie nr. 1027 van de heer Bogaert en vragen nr. 14779 van de heer Verhaegen en nr. 14976 van mevrouw Muylle worden uitgesteld tot volgende week.

01 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de kasontvangsten en de ontvangsten op transactiebasis met betrekking tot de aanslagjaren 2005 en 2006 in de personenbelasting" (nr. 14797)

01.01 Carl Devlies (CD&V) : Ik heb deze schriftelijke vraag in een mondelinge vraag omgezet omdat ik geen antwoord heb gekregen binnen de door het Kamerreglement bepaalde tijd.

Graag had ik volgende bedragen gekregen: de ontvangsten op transactiebasis en de kasontvangsten van de personenbelasting in 2005 voor het aanslagjaar 2005, in 2006 voor het aanslagjaar 2005, in 2006 voor het aanslagjaar 2006 en in 2007 voor het aanslagjaar 2006. Kan de minister deze bedragen ook opsplitsen in negatieve, neutrale en positieve kohieren?

01.02 Minister Didier Reynders (Nederlands) : De administratie gebruikt twee meetpunten voor het berekenen van de globale inkohiering van een aanslagjaar: de situatie op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar en de situatie op 31 december van het tweede jaar volgend op het aanslagjaar. Deze periode overkoepelt de normale aanslagtermijn van drie jaar, zoals vastgelegd in het WIB.

De globale belasting wordt opgesplitst in drie categorieën: de betaalde voorafbetalingen, de bedrijfsvoorheffing en de positieve en negatieve kohieren. De cijfers voor het aanslagjaar 2005, gemeten op 30 juni 2006, zal ik schriftelijk aan de heer Devlies geven. Voor de aanslagjaren 2006 en 2007 zijn er geen representatieve gegevens voorhanden.

De administratie houdt geen opgesplitste gegevens bij van de kasontvangsten per begrotingsjaar. Enkel de totale ontvangsten van een kalenderjaar moeten in de begroting worden vermeld. Het gaat om

kasontvangsten over alle aanslagjaren heen. Voor de ramingen wordt met bevredigend resultaat gewerkt met globale invorderingspercentages. Ik kan wel de opbrengsten van de kohierbelasting per begrotingsjaar meedelen, zonder onderscheid naar aanslagjaar. Ik geef de cijfers van 2005, 2006 en 2007 aan het commissiesecretariaat.

01.03 Carl Devlies (CD&V): Het is wel jammer dat de globale inkohiering enkel aan een bepaald aanslagjaar wordt gekoppeld en dat ze niet kan worden opgesplitst.

01.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik probeer het in de volgende regeerperiode beter te doen ...

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de personeelsbezetting en controlewerkzaamheden in de sector van de btw" (nr. 14799)

02.01 Carl Devlies (CD&V): Omdat de btw-administratie kampt met een personeelstekort, werden pools van controleagenten opgericht. Dat heeft uiteraard gevolgen voor de controles.

Hoe evolueerde de personeelsbezetting in de btw-taxatiediensten van de verschillende directies in de jaren 2003 tot 2006? Hoe evolueerde in dezelfde periode het aantal controleambtenaren van btw-origine in de polyvalente controlecentra? Kan de minister een overzicht geven van het aantal grondige btw-verificaties, uitgesplitst per jaargang en directie?

02.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik overhandig twee tabellen met de gevraagde cijfergegevens aan de heer Devlies.

Een grondige verificatie wordt gedefinieerd als een polyvalente controle van een onderneming inzake directe belastingen en btw. Dergelijke controles kunnen in principe alleen door de controlecentra worden uitgevoerd, maar sinds 2004 worden ook aan de klassieke controlediensten toegewezen in het kader van het dataminingproject.

Een opsplitsing van de cijfers per gewestelijke directie zal zo mogelijk voor het einde van de regeerperiode aan de heer Devlies worden bezorgd, anders zal ik een gedetailleerder antwoord geven tijdens de volgende.

02.03 Carl Devlies (CD&V): Nu de regeerperiode op zijn einde loopt, doet de minister wel bijzondere inspanningen...

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de controlewerkzaamheden van de verschillende gewestelijke directies in de sector van de directe belastingen" (nr. 14800)

03.01 Carl Devlies (CD&V): Hoeveel grondige verificaties werden uitgevoerd in de verschillende gewestelijke directies, uitgesplitst over de verschillende beroepscategorieën van zelfstandigen, handelaars, vrije beroepen en landbouwers, de bedrijfsleiders en de loontrekkenden, en dit voor aanslagjaren 2003, 2004 en 2005? Hoe verhouden deze zich tot het totaal aantal door de gewestelijke directies te behandelen aangiften?

Dezelfde vraag kan ik stellen voor aanslagjaar 2006? Hoeveel daarvan zijn intussen afgehandeld?

Hoeveel beheerscontroles werden uitgevoerd in de verschillende gewestelijke directies, uitgesplitst over de verschillende beroepscategorieën en dit voor aanslagjaren 2003, 2004 en 2005? Graag ook de verhouding tot het totaal aantal te behandelen aangiften.

Weer dezelfde vragen voor aanslagjaar 2006. Hoeveel daarvan zijn intussen afgehandeld?

03.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Een grondige verificatie wordt gedefinieerd als een polyvalente controle van een onderneming inzake directe belastingen en btw en van sommige loontrekkenden en bedrijfsleiders die bijzondere aandacht vergen. Dergelijke controles worden in principe enkel door de controlecentra doorgevoerd. In het kader van het in 2004 opgestarte dataminingproject worden aan de klassieke diensten van de directe belastingen en van de btw wel een aantal dossiers toegewezen.

De opsplitsing van de cijfers per gewestelijke directie is beschikbaar. Ik heb een aantal tabellen met gegevens voor de heer Devlies en voor het secretariaat.

De **voorzitter**: De minister is wel erg ijverig.

03.03 **Carl Devlies** (CD&V): Het is natuurlijk belangrijk voor de minister die vragen correct te beantwoorden op dit moment.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de termijnen tot vaststelling van het kadastraal inkomen in Brussel" (nr. 14804)

- de heer **Carl Devlies** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de achterstand van de fiscale administratie bij het bepalen en meedelen van het kadastraal inkomen" (nr. 14816)

04.01 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Bij een eerste verhuring van een gebouw wordt het kadastraal inkomen steeds later berekend en bekendgemaakt. Vooral in Brussel is het probleem schrijnend, want daar zijn 37 maanden nodig om het KI vast te stellen. In Wallonië zijn gemiddeld 23 maanden nodig, in Vlaanderen slechts zes maanden.

De problemen in Brussel – waardoor de overheid miljoenen euro verliest – vallen onder meer te verklaren door de zware onderbezetting bij het kadaster. Bovendien worden dossiers steeds complexer en is de berekeningsmethode achterhaald. Steeds meer bedrijven betalen gedurende één of meerdere jaren zelfs geen KI omdat de inkohiering is verjaard.

Een eigenaar heeft twee maanden de tijd om het KI te betwisten, maar er is geen termijn waarbinnen de administratie moet antwoorden. Gemiddeld duurt dat twee jaar. De eigenaar moet wel steeds het KI betalen, ook bij betwisting. Krijgt de eigenaar gelijk, dan moet de overheid 7 procent intrest betalen.

Welke maatregelen nam de minister in 2006 om de toestand in Brussel te verbeteren? Hoeveel dossiers verjaarden in 2006? Hoeveel dossiers dreigen er dit jaar te verjaren? Denkt de minister niet dat een vaste antwoordtermijn van bijvoorbeeld zes maanden de administratie en de eigenaars meer rechtszekerheid zou bieden? Waarom vindt niet om de tien jaar een waardeaanpassing plaats, wat nochtans de afspraak was? Vindt de minister de betwistingstermijn van twee maanden nog realistisch? Komen er wetgevende initiatieven?

04.02 **Carl Devlies** (CD&V): Klopt het dat inkohieringen van het KI vaak verjaren? Is de minister al lang op de hoogte van het probleem? Welke bedragen misliepen de overheden tot nu toe?

04.03 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De weerslag van de stroef lopende inning van het onroerend inkomen kon niet worden berekend binnen het korte tijdsbestek dat ik kreeg. Het gaat trouwens om een geregionaliseerde materie. Desgewenst zal ik een onderzoek opstarten.

De termijnen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nodig zijn om het KI vast te stellen en betwiste dossiers af te handelen, vallen te verklaren door de exponentiële toename van prestigieuze en complexe nieuwbouwprojecten. Deze situatie, die verband houdt met de specifieke problemen van een grootstad, is ook andere administraties bekend. Om de problemen te verhelpen, is voor de Brusselse gemeenten een speciale cel opgericht. Vier ervaren experts en drie experts in opleiding zijn exclusief belast met de vaststelling van het KI van nijverheids- en uitzonderlijke gebouwen. De schattingsmethoden worden gemoderniseerd. De gewestelijke directeurs van het kadaster moeten een aantal ambtenaren aanduiden die bezwaarschriften prioritair afhandelen.

Over wetgevende initiatieven moet overlegd worden met de Gewesten. Het gaat om een ingewikkelde problematiek, waarbij rekening moet worden gehouden met de gelijkheid van alle belastingplichtigen.

04.04 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Deze zaak is erg dringend. De speciale cel biedt wat soelaas, maar is misschien niet voldoende om het probleem snel op te lossen. Ik dring aan op nog meer spoed, want de Staat wordt benadeeld. Hoe meer gebouwen de overheid zal verkopen, hoe groter de kans dat er nog complexen bijkomen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Camille Dieu aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "een tegemoetkoming door de federale overheid in de verwarmingskosten van de rusthuizen" (nr. 14768)

05.01 Camille Dieu (PS): In 2006 besliste de federale overheid dat ze van 1 juni tot 31 december 2005 een gedeelte van de verwarmingskosten van de particulieren ten laste zou nemen. Een soortgelijke tegemoetkoming zou aan de gemeenschapsvoorzieningen worden toegekend.

Tot op vandaag werd voor die gemeenschapsvoorzieningen echter niets beslist, wat leidt tot een verschillende behandeling van de openbare non-profitsector en de privésector.

Vindt u niet dat de federale overheid een lager btw-tarief zou moeten toepassen voor de gemeenschapsvoorzieningen zoals ze dat aan de particulieren heeft gedaan?

05.02 Minister Didier Reynders (Frans): De wet van 9 januari 2007 kent een verwarmingstoelage toe aan de bewoners van een privéwoning (uit hoofde van een onroerend zakelijk recht of van een persoonlijk recht) die zelf de prijs van de energievoorziening voldoen.

Personen die louter in het kader van een dienstenovereenkomst een pand bewonen, kunnen geen aanspraak maken op de voordelen van die wet.

Een bijzondere en een gewone wet van 30 maart 2006 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van de volgende dag) bevatten echter concrete bepalingen over de aanvullende en uitzonderlijke financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen door de federale overheid, die tot doel heeft de verwarmingskosten van de gemeenschapsvoorzieningen terug te brengen. Die maatregelen vertegenwoordigen een bedrag van tien miljoen euro dat werd verdeeld op grond van de berekening van de meerkosten voor de instellingen waarvoor die deelgebieden bevoegd zijn.

Daarna konden de deelgebieden geheel autonoom beslissen over de besteding van het geld.

Ik verwijs u dus door naar de gewestelijke instelling die de toeslag voor de rusthuizen in de berekening van die buitengewone tegemoetkoming moest verrekenen.

05.03 Camille Dieu (PS): Ik zal uw antwoord doorgeven aan mijn collega's van het Waalse Parlement die de Waalse minister van Gezondheid, Sociale Aangelegenheden en Gelijke Kansen hebben geïnterpelleerd en die als antwoord gekregen hebben dat de betrokken Waalse minister zich onbevoegd verklaart.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nr. 14819 van de heer Luk Van Biesen en nr. 14883 van mevrouw Trees Pieters

worden omgezet in schriftelijke vragen, vragen nr. 14842 van de heer Melchior Wathélet en nr. 14874 van mevrouw Maggie De Block worden uitgesteld.

05.04 Carl Devlies (CD&V): Ik stel voor om de interpellatie nr. 1070 uit te stellen tot volgende week.

De **voorzitter**: Zo zal gebeuren.

06 Interpellatie van de heer Carl Devlies tot de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de internationale organisatie van belastingontwijking via voorafgaande beslissing" (nr. 1071)

06.01 Carl Devlies (CD&V): Volgens de indieners van het voorstel van resolutie over de belastingparadijzen heeft België een aantal door de OESO voorgestelde maatregelen genomen om zijn belastingbasis te beschermen tegen schadelijke concurrentie. Zo werd de wet van 21 juni 2004 geprezen omdat het een art. 185 §2 opneemt in het Wetboek van Inkomstenbelastingen, artikel waardoor het *at arm's length principle* (ALP) wordt ingevoerd in het Belgisch fiscaal recht.

Nu krijg ik de indruk dat de indieners van de resolutie zich vooral verheugen om het eerste lid van art. 185 §2 en minder stilstaan bij de draagwijdte van het tweede lid. Paragraaf 2 laat zowel een opwaartse (eerste lid, a) als een neerwaartse (eerste lid, b) aanpassing toe van de winst van de binnenlandse vennootschap die deel uitmaakt van een multinationale groep. Deze winstaanpassingen moeten het gevolg zijn van winstverschuivingen binnen multinationals die het resultaat zijn van voorwaarden die tussen de binnenlandse vennootschap en de buitenlandse groepsvennootschap zijn overeengekomen of opgelegd en die afwijken van de voorwaarden die zouden overeengekomen worden tussen onafhankelijke vennootschappen.

Tot dusver beriep de Belgische fiscus zich op art. 26 WIB in geval van toekenning van abnormale voordelen door binnenlandse vennootschappen aan hun buitenlandse groepsvennootschappen. Ook op basis van de artikelen 54, 198, 11 en 344 §2 WIB kan de fiscus winstverschuivingen van binnenlandse vennootschappen naar buitenlandse groepsvennootschappen tegengaan.

Het Europees Arbitrageverdrag van 23 juli 1990, dat handelt over winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen gevestigd in Europese lidstaten, waarborgt de afschaffing van dubbele economische belasting binnen een strikt tijds kader.

Daarnaast is er artikel 9 van het *Model Tax Treaty* van de OESO, dat een verdragsstaat toelaat om, onder bepaalde voorwaarden, de winst van een onderneming gevestigd op haar grondgebied aan te passen. In de door België gesloten dubbelbelastingverdragen is tot dusver alleen de eerste paragraaf van artikel 9 opgenomen. Als blijkt dat een Belgische onderneming winst heeft laten afvloeien naar een verbonden onderneming in een andere verdragsstaat zonder het ALP toe te passen, dan kan België een opwaartse winstcorrectie toepassen op basis van het interne recht. Slechts in een beperkt aantal dubbelbelastingverdragen werd de tweede paragraaf van het artikel 9, dat in neerwaartse correcties voorziet, overgenomen.

Aangezien internationale verdragen primeren op intern recht, kan men vóór de invoering van artikel 185 §2 WIB deze verdragsbepalingen rechtstreeks toepassen en dus overgaan tot winstcorrecties. Wanneer een ander land overgaat tot een opwaartse winstaanpassing, zou België een neerwaartse correctie moeten doorvoeren en *vice versa*. Zo wordt dubbele belasting vermeden. De neerwaartse winstaanpassing is echter altijd een reactie op een tegenovergestelde aanpassing in een ander land: geen enkel land ziet immers graag belastbare winst verdwijnen naar het buitenland. Vandaar ook dat België in het verleden alleen de eerste paragraaf van het OESO-model heeft overgenomen in zijn dubbelbelastingverdragen.

De grote vernieuwing bestaat in de invoering van winstcorrecties bij voorafgaande beslissingen. Het is onbegrijpelijk dat de toepassing van het ALP bij de winstbepaling van een binnenlandse vennootschap door middel van opwaartse winstcorrecties, afhankelijk wordt gesteld van een vrijwillig aan te vragen voorafgaande beslissing. Weinig belastingplichtigen zullen bij de rulingcommissie een voorafgaande beslissing aanvragen om meer belastingen te 'mogen' betalen! Anderzijds merk ik wel dat de rulingcommissie gebruik maakt van

art. 185, §2. Samen met gezaghebbende experts pleit ik voor de centralisatie bij één dienst van de neerwaartse winstaanpassingen. Alleen moet ik vaststellen dat niet alleen de rulingcommissie zich binnen de FOD Financiën bezighoudt met de verrekenprijzen, maar dat er ook een transversale werkgroep Verrekenprijzen bestaat en een controlecel Verrekenprijzen in de schoot van AOIF.

Om aan artikel 185 §2 toch een begrijpelijke uitleg te geven, wordt het artikel als volgt geformuleerd: “De neerwaartse winstaanpassing vindt toepassing bij voorafgaande beslissing”. Die bepaling maakt het mogelijk dat Belgische vennootschappen die tot een multinational behoren, bij voorafgaande beslissing al zekerheid krijgen over een neerwaartse winstaanpassing vooraleer de betrokken verrichting fiscaal uitwerking heeft gehad.

De neerwaartse winstaanpassing gaat dus de opwaartse vooraf. Meer zelfs, het is niet eens zeker dat de opwaartse winstaanpassing bij de buitenlandse groepsvennootschap ook zal plaatsvinden. Het systeem blijft immers niet beperkt tot landen waarmee België een dubbelbelastingverdrag heeft of tot lidstaten van de EU.

Naar aanleiding van onze vragen over het dubbelbelastingverdrag met Macau verklaarde de heer Van der Maelen dat een zo goed mogelijke informatie-uitwisseling noodzakelijk is. Ik moet echter vaststellen dat een vennootschap in België bij voorafgaande beslissing een neerwaartse winstaanpassing zou kunnen verkrijgen, zonder dat België over enige informatie beschikt over een opwaartse belastingaanpassing in het buitenland. En dat systeem is ook perfect mogelijk als het over een belastingparadijs gaat.

Veel multinationals gebruiken offshorebedrijven om belastingen te ontwijken. Een voorbeeld kan dit verduidelijken. Een Belgische vennootschap, die deel uitmaakt van een multinational, krijgt gratis het recht om een octrooi in België te gebruiken, terwijl het volgens het ALP daarvoor een vergoeding zou moeten betalen. De Belgische vennootschap zal dan aftrekbare kosten creëren, waardoor de belastbare winst in België daalt. Zij maakt die kosten echter niet zolang de buitenlandse administratie niet tot een opwaartse correctie overgaat en de verdragen België verplichten om een neerwaartse correctie toe te passen.

Nu zal de binnenlandse vennootschap echter bij voorafgaande beslissing wél de zekerheid krijgen dat zij de kosten van de Belgische winst kan aftrekken. Aangezien de groepsvennootschap *niet* in een land met verplichte informatie-uitwisseling gevestigd moet zijn, biedt de wet van 21 juni 2004 de multinationals toch wel mogelijkheden om belastingen te ontwijken. Laat de rulingcommissie haar beslissing afhangen van het feit dat de buitenlandse fiscus tot een opwaartse winstaanpassing zal overgaan of dat te weten kan komen?

Voorzitter: de heer Luc Gustin.

Kan een taxatieambtenaar al dan niet toepassing maken van art. 185 §2, eerste lid, a WIB of moet hij voor opwaartse winstcorrecties nog steeds een beroep doen op art. 26 WIB?

Wat is het nut van art. 185 §2, eerste lid, a WIB indien de opwaartse winstaanpassing afhankelijk wordt gemaakt van de aanvraag door de buitenlandse multinational?

Hoeveel voorafgaande beslissingen bij toepassing van opwaartse winstcorrecties werden er ontvankelijk verklaard in 2004, 2005 en 2006? Hoeveel waren dat er voor de neerwaartse correcties?

Hoe kan men bij voorafgaande beslissing een neerwaartse winstcorrectie toestaan aan een buitenlandse vennootschap, zonder dat de Belgische fiscus zeker is dat de buitenlandse fiscale administratie een opwaartse correctie zal toepassen? Is informatie-uitwisseling niet essentieel om te controleren of met de neerwaartse aanpassing er ook een opwaartse correspondeert?

Dient artikel 185 § 2 om fiscale buitenkansjes te scheppen in België?

Waarom werd het nodig geacht om bij de toepassing van ALP winstaanpassingen toe te wijzen aan de rulingcommissie, die immers geen deel uitmaakt van de belastingadministratie?

Voorzitter: de heer Luk Van Biesen.

06.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De toevoeging van een tweede paragraaf in artikel 185 van het WIB 92 zet een internationaal aanvaard aanslagprincipe in Belgisch recht om.

Wanneer ingevolge de toepassing van een niet correct verrekende prijs door een in België gevestigde vennootschap of inrichting een voordeel werd toegestaan aan een buitenlandse verbonden vennootschap, wordt dit aan de belastbare basis van de voordeelverstrekkende entiteit toegevoegd door het voordeel op te nemen bij de verworpen uitgaven. Deze praktijk bestond al. De taxatiediensten kunnen op basis van dit principe verder een dergelijke opwaartse correctie doorvoeren.

Over de toepassing van artikel 185, §2a werden geen voorafgaande beslissingen genomen. Over de toepassing van §2b werd een zevental beslissingen genomen en worden er vijf voorbereid.

Deze §2b viseert de situatie waarin een voorafgaande beslissing wordt verleend over een methodiek om te komen tot de vaststelling van een *at arm's length*-winst, rekening houdend met de functies die zullen worden uitgeoefend, de risico's die zullen worden gedragen en de activa die zullen worden aangewend met betrekking tot activiteiten die in België nog geen gevolgen op fiscaal vlak hebben gehad. De winst die via de Belgische financiële rapportering van de multinationale groep in België aangetoond wordt en die de *at arm's length*-winst te boven gaat, moet niet in de Belgische fiscale winstbepaling worden opgenomen.

Het is niet de taak van de Belgische fiscus om te bepalen bij welke buitenlandse vennootschappen de meerwinst moet worden opgenomen. Het is daarom niet mogelijk om informatie uit te wisselen met buitenlandse belastingadministraties. Aan aanvragers van een voorafgaande beslissing wordt steeds om de nodige documentatie gevraagd. Hierbij moet het volstaan dat wordt aangetoond wat de *at arm's length*-vergoeding is waarop de Belgische belastingplichtige recht heeft om de meerwinst vrij te stellen van Belgische belastingen. Voor de Belgische fiscus heeft de vaststelling van de correcte buitenlandse winst weinig nut. Hetzelfde resultaat kan worden bereikt mits een verrekening die de juiste winst in België aantoon.

De mogelijkheid om de naleving van het aanslagprincipe grensoverschrijdend te controleren werd in de memorie van toelichting bij het wetsontwerp van 21 juni 2004 opgenomen. De FOD Financiën kan de nodige informatie verzamelen bij de betrokken vennootschappen of groepen om de correcte toepassing van het aanslagprincipe te controleren. De redenen waarom een afzonderlijke dienst Voorafgaande Beslissingen werd opgericht, werden aangehaald bij de bespreking van de wet en in de overwegingen bij het KB van 13 augustus 2004 ter oprichting van deze dienst.

06.03 **Carl Devlies** (CD&V): Met betrekking tot de opwaartse aanpassing bevestigt de minister dat de vroegere praktijk op basis van artikel 26 WIB wordt voortgezet. Hij zegt ook dat artikel 185 kan worden ingeroepen door de taxateur, maar dat is zijn interpretatie van de wet. De wet bepaalt uitdrukkelijk dat de opwaartse aanpassing dient te gebeuren via de dienst Voorafgaande Beslissingen.

Met betrekking tot de neerwaartse winstcorrectie gaf de minister een verduidelijking bij de gevolgde procedure, maar het is wenselijk dat het Parlement de mogelijkheid krijgt de activiteiten van de rulingcommissie preciezer te volgen. Het jaarverslag is daarvoor te summier.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Carl Devlies

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Financiën,

vraagt de minister

in het jaarverslag 2006 over de toepassing van artikel 185, § 2 WIB 92 gedetailleerd de Kamer in te lichten over

a) het aantal (met vermelding van de nummers) voorafgaande beslissingen genomen in 2004, 2005, 2006 waarbij toepassing werd gemaakt van artikel 185, §2, eerste lid a WIB 92 met vermelding van het land waar

de buitenlandse multinationale groepsvennootschap gevestigd is; of met dit land een (dubbelbelasting)verdrag werd ondertekend dat voorziet in een informatie-uitwisseling en of de opwaartse winstcorrectie bij de binnenlandse vennootschap door middel van vermelde voorafgaande beslissing het gevolg is van of voorafgaat aan en/of, (on)afhankelijk is van de neerwaartse winstcorrectie bij de in het buitenland gelegen multinationale groepsvennootschap of -vestiging;

b) het aantal (met vermelding van de nummers) voorafgaande beslissingen genomen in 2004, 2005, 2006 waarbij toepassing werd gemaakt van artikel 185, §2, eerste lid b WIB 92 met vermelding van het land waar de buitenlandse multinationale groepsvennootschap gevestigd is; of met dit land een (dubbelbelasting)verdrag werd ondertekend dat voorziet in een informatie-uitwisseling en of de neerwaartse winstcorrectie bij de binnenlandse vennootschap door middel van vermelde voorafgaande beslissing het gevolg is van of voorafgaat aan en/of (on)afhankelijk is van de opwaartse winstcorrectie bij de in het buitenland gelegen multinationale groepsvennootschap of -vestiging."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem en door de heren Luc Gustin en Luk Van Biesen.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

07 Vraag van de heer Luk Van Biesen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de toepassing van artikel 171 van het WIB 1992" (nr. 14901)

07.01 Luk Van Biesen (VLD): Het is nog niet duidelijk hoe sommige wetsartikelen door de administratie geïnterpreteerd zullen worden voor de berekening van de belastingen. Artikel 171 van het WIB92 start met een zin die mijns inziens niet eenduidig geïnterpreteerd kan worden in het geval van een gemeenschappelijke aanslag. Moet in dat geval het geheel van de belastbare inkomsten vastgesteld worden per belastingplichtige of slaat het genoemde begrip op het geheel van de inkomsten van het gezin?

07.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Bij een gemeenschappelijke aanslag waarbij beide partners inkomsten hebben verkregen als bedoeld in artikel 171, wordt per echtgenoot of partner zowel de volledige als de gedeeltelijke globalisatie berekend en wordt uiteindelijk de combinatie toegepast die voor beide echtgenoten of partners samen de voordeligste is. Het geheel van de belastbare inkomsten moet dus worden beoordeeld per echtgenoot of wettelijk samenwonende partner en niet per gezin. De berekeningswijze past de volledige decumulatie van de inkomsten van echtgenoten toe en dat is al zo sinds aanslagjaar 2005.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs. 14903 en 14920 van de heer Bart Tommelein werden ingetrokken. De vragen nrs. 14909 en 14917 van de heer Dirk Van der Maelen zijn omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 14918 van de heer Melchior Wathelet is uitgesteld.

08 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het voorstel van een overgangsmaatregel ten behoeve van de bedrijven in de grensstreek met Frankrijk" (nr. 14953)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Volgens het ontwerp van protocolakkoord inzake de Frans-Belgische grensarbeid zijn vanaf 1 januari 2007 de in België verblijvende grensarbeiders in Frankrijk belastbaar. De in Frankrijk verblijvende grensarbeiders die in België werken, blijven nog gedurende 25 jaar in Frankrijk belastbaar als ze niet meer dan dertig dagen per jaar buiten de grenszone werken.

Voor de Belgische bedrijven in de grenszone breken er moeilijke tijden aan inzake rekrutering van werkrachten. De bedrijfswereld vraagt om een overgangsmaatregel voor de bedrijven parallel aan de overgangsmaatregel voor werknemers en vraagt een garantie inzake het bestaande contingent Noord-Franse werknemers gedurende tien jaar omdat de meeste bedrijven met een investeringstermijn van tien jaar werken. Voor elke Noord-Franse werknemer die wegvalt, zou er dus tijdens de overgangsperiode een andere onder het gunstige regime aangenomen mogen worden. De bedrijfswereld vraagt de overgangsperiode van 25 jaar persoonsgebonden te maken en niet contractgebonden.

Hoe ver staan de onderhandelingen? Wanneer wordt het protocol ondertekend? Zal het nog voor de

ontbinding van de Kamers aan de parlementen worden voorgelegd? Hoe staat de minister tegenover de vragen van het bedrijfsleven?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Het protocolakkoord legt enkel een aantal principes vast voor de toekomstige regeling inzake grensarbeid, principes die uiteraard in een nieuw avendant bij de Frans-Belgische overeenkomst van 10 maart 1964 moeten worden opgenomen.

Het nieuwe avendant zal de komende weken worden uitgewerkt en wanneer het ondertekend is, zal het aan het Belgische en Franse Parlement worden voorgelegd. Het zal in werking treden nadat de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld.

Het voorstel om een contingent grensarbeiders te bepalen voor tien jaar is aantrekkelijk, maar stuit op twee problemen: het bepalen van het exacte aantal personen dat op een bepaald ogenblik het statuut krijgt en het vaststellen van de criteria voor de verdeling van dit contingent over de ondernemingen.

De overgangperiode wordt ingevoerd om mensen van wie de situatie wordt gewijzigd in staat te stellen zich aan de nieuwe situatie aan te passen. De beoogde overgangsmaatregelen zijn dus persoonsgebonden. Daarom werd in een overgangperiode van 25 jaar voorzien en een bijkomend tijdvak van twee jaar om de ondernemingen toe te laten bijkomende grensarbeiders aan te werven.

Ik heb mijn administratie gevraagd om het voorstel van mevrouw Lahaye verder te evalueren.

08.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Een goedkeuring door het huidige Parlement zit er dus niet meer in. Het stelt mij gerust dat de minister het voorstel om in een bijkomende overgangperiode van tien jaar te voorzien aantrekkelijk noemt en ben er zeker van dat de problemen desbetreffend kunnen worden opgelost.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de niet-geordonnanceerde kredieten op 31 december 2006" (nr. 14929)**

09.01 **Carl Devlies** (CD&V): Ook dit is een schriftelijke vraag waarop ik nog geen antwoord heb gekregen.

Wat was het bedrag van de binnengekomen facturen waarvoor op 31 december 2006 nog geen ordonnanciering gebeurde? Over hoeveel facturen gaat? Op welke datum werden zij opgemaakt? Waarom gebeurde er desgevallend geen ordonnanciering? Ligt de oorzaak bij het ankerprincipe of waren de in de begroting van 2006 vastgelegde ordonnancieringskredieten ontoereikend? Wat was daarvan dan de oorzaak?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Het ging om 55 facturen voor een totaalbedrag van 17,5 miljoen euro. In januari 2007 waren alle facturen betaald.

De wettelijke betaaltermijn voor een bestelling van de FOD Financiën is vijftig dagen. Met uitzondering van de overheidsbedrijven bedroeg het bedrag van de facturen die niet binnen de vijftig dagen waren betaald, op 31 december 2006 minder dan 4 miljoen euro of 0,25 procent van het budget van de FOD Financiën.

De gemiddelde vertraging bedroeg 24 dagen en is te wijten aan een aantal onvermijdelijke grondige controles. Daarnaast is het ook belangrijk binnen de afgelijnde begrotingsenveloppe te blijven.

09.03 **Carl Devlies** (CD&V): Mijn vraag gaat over de ordonnanciering, niet over de betaling. Op een bepaald moment in december 2006 moest er nog voor 51 miljoen euro aan ordonnancieringen gebeuren. Zijn er dan na 15 december nog ordonnancieringen gebeurd?

09.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Normaal gezien wel.

09.05 **Carl Devlies** (CD&V): Heeft de thesaurie de dossiers dan ook nog behandeld?

09.06 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Men zal u daarover een aanvullend antwoord bezorgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr.14936 van mevrouw Muriel Gerkens wordt uitgesteld tot volgende week.

10 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het indienen van de btw-listing" (nr. 14940)

10.01 Carl Devlies (CD&V): Mijn vraag gaat over de vertraging bij het versturen van de btw-listings. Ondertussen is de termijn verlengd, waarmee het probleem waarschijnlijk is opgelost.

10.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Deze beslissing werd bekendgemaakt met een persbericht en staat sinds 26 maart 2007 op de website van de FOD Financiën.

10.03 Carl Devlies (CD&V): Ik had mijn vraag daarvoor al ingediend.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verzending van aanslagbiljetten vóór de inkohiering" (nr. 14941)

11.01 Carl Devlies (CD&V): Uit concrete voorbeelden blijkt dat datum vermeld op een aanslagbiljet niet klopt met de werkelijke verzenddatum. Zou het niet beter zijn om op UV-zendingen een dagstempel aan te brengen? Kan de minister mij ook zeggen wat de geldigheid is van een aanslagbiljet dat aan een belastingplichtige wordt bezorgd terwijl er nog geen inkohieringen hebben plaatsgevonden?

11.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Volgens mijn gegevens zijn de aanslagbiljetten voor de personenbelasting van de zending van 26 maart 2007 ook echt op die dag verstuurd. Er kan een grondig onderzoek gebeuren als de heer Devlies mij een artikelnummer kan bezorgen van een voortijdig verstuurd aanslagbiljet.

11.03 Carl Devlies (CD&V): Ik zal de betrokken belastingplichtige vragen of ik het artikelnummer mag doorgeven.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14976 van mevrouw Muylle wordt uitgesteld, vragen nr. 14977 van de heer Deseyn en nr. 14981 van de heer Van der Maelen worden omgezet in schriftelijke vragen.

12 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verkoop van het Luxemburgcollege te Leuven" (nr. 14990)

12.01 Carl Devlies (CD&V): De Regie der Gebouwen zou het Leuvense Luxemburgcollege willen verkopen. Een aanpalende lagere school gebruikt een deel van het terrein als speelplaats en vindt in de buurt geen alternatief. Toen het terrein in 2003 werd onteigend, beloofde men min of meer dat de school het terrein later opnieuw zou kunnen gebruiken en eventueel aankopen. Is de Regie nog steeds bereid een verkoop in twee loten te organiseren?

12.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Dat het Luxemburgcollege op de lijst van mogelijk te verkopen gebouwen staat, betekent nog niet dat het ook echt verkocht zal worden. Experts moeten nog een selectie maken. Bovendien is nog niet beslist of het aanpalende terrein mee zou worden verkocht.

De Regie der Gebouwen heeft steeds de bedoeling gehad het college te renoveren en dat blijft een mogelijkheid. Er is wel een strook van het aanpalende terrein nodig om de renovatiewerken te kunnen uitvoeren. De aanpalende school wil het terrein graag kopen, maar de Regie wil zeker zijn dat de strook beschikbaar blijft voor de verbouwingswerkzaamheden. Het deel van het terrein dat daarvoor niet nodig is, kan dan verder worden gebruikt door de school. Na de werkzaamheden kan de Regie dan het nodige doen

om het terrein te vervreemden. Daarbij kan eventueel met twee loten worden gewerkt, maar er is nog geen beslissing genomen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de inkohieringen tijdens de maand maart 2007" (nr. 14991)

13.01 Carl Devlies (CD&V): Hoeveel belastingaanslagen voor de personenbelasting 2006 werden in maart 2007 gevestigd? Hoeveel betreffen een bijbetaling aan de Belgische Staat? Hoeveel een terugbetaling door de Staat? Wat waren de respectieve bedragen en wat was het eindresultaat? Kan de minister mij dezelfde gegevens meedelen voor de vennootschapsbelasting van het eerste kwartaal 2007?

13.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Inzake de personenbelasting aanslagjaar 2006 werden in maart 2007 in totaal 1.265.955 aanslagen gevestigd. Daarvan waren er 318.936 met een bijbetaling, voor een totaalbedrag van 366.771.161 euro. Er waren 646.957 aanslagen met een terugbetaling, voor een bedrag van - 814.347.041 euro. Er waren dus 300.062 aanslagen met een nulsaldo. Het eindresultaat bedroeg - 447.575.920 euro.

Inzake de vennootschapsbelasting aanslagjaar 2006 werden er tot op 19 maart 2007 13.677 aanslagen gevestigd voor een bedrag van 49.939.282 euro. Het betreft aanslagen met bijbetaling voor een bedrag van 103.147.458 euro en aanslagen met terugbetaling voor een bedrag van - 53.208.176 euro.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.55 uur.